

**LSP À BÉJAÏA**

# Les promoteurs privés dénoncent leur exclusion

**Les promoteurs immobiliers privés de la wilaya de Béjaïa sont montés au créneau. Dans une déclaration, ils dénoncent leur «exclusion» par les autorités locales de la réalisation du nouveau programme LPA (nouvelle formule du LSP) dévolue «au profit des seuls promoteurs publics».**

«Cette décision, qui ne s'appuie sur aucune base réglementaire ou instruction officielle, est justifiée par l'attente de la mise en vigueur de la nouvelle loi sur la promotion immobilière, laquelle pourtant s'applique à tous les promoteurs, publics et privés», constatent amèrement, dans leur document, les promoteurs immobiliers privés de Béjaïa qui estiment que cette mesure contrevient aux orientations des pouvoirs publics.

L'association des promoteurs immobiliers de Béjaïa a mis en garde contre les «graves conséquences» d'une telle décision des autorités locales qui «engendrerait un retard considérable dans la réalisation des programmes futurs de logements et accentuerait le chômage dans le secteur du bâtiment en inhibant toutes les initiatives privées pourtant très soutenues dans les pays développés», indiquent les rédacteurs de la déclaration, tout en s'interrogeant sur «le but recherché par cette mesure».

Les promoteurs immobiliers privés de Béjaïa engagés dans la réalisation du programme LSP depuis l'année 2005, par le biais d'un appel à souscription paru dans la presse et une sélection par une commission ad hoc de wilaya, ont été



Photo : DR

«davantage à la hauteur de leurs engagements tant en matière de délai qu'en matière de qualité, contrairement aux promoteurs publics», s'enorgueillit-on dans leur déclaration, tout en soutenant par la même occasion qu'ils seraient «très à l'aise dans une confrontation de (leurs) projets, sous tous les aspects, à ceux initiés par les promoteurs immobiliers publics».

«Pendant que nous étions contraints par les services de la wilaya de Béjaïa d'initier des projets LSP sur des terrains dévalorisés situés dans des zones reculées, un promoteur public a été gratifié, en contrepartie d'avoir accepté la réalisation d'un programme LSP à Béjaïa, en 2008, du bénéfice d'un terrain pour la promotion immobilière libre», s'indigne l'association des promo-

teurs privés. Evoquant le programme des 2 428 logements sociaux et participatifs confiés aux privés entre 2005 et 2008, l'association des promoteurs immobiliers privés de Béjaïa souligne, dans son bilan, la livraison de 263 logements, l'achèvement de 1 041 à 100% (pour certains depuis une année mais en attente des viabilisations primaire et secondaire), 744 logements à un taux d'avancement de 95%, 190 à un taux d'avancement de moins de 60%, 60 en contentieux et 130 à l'arrêt. Les promoteurs immobiliers privés soulignent encore dans leur document, qu'en dépit de toutes les contraintes bureaucratiques rencontrées, de gros efforts ont été consentis pour exécuter ces programmes avec «une qualité de réalisation supérieure, mais apparemment à Béjaïa, on avantage les médiocres».

«Il est certain que les promoteurs publics, pour la réalisation de ce nouveau programme, feraient appel à la majorité d'entre nous, qui sommes aussi constructeurs, sinon ils engageraient d'autres entreprises de réalisation privées et, peut-être même étrangères, ce qui nécessiterait des procédures administratives très lentes et retarderaient leur lancement», selon l'association.

Tout en s'élevant contre ce qu'ils qualifient de procédure «discriminatoire» qui «persiste malgré les nouvelles tendances économiques de libre marché dans lesquelles l'Etat s'est engagé depuis déjà 20 ans», l'association des promoteurs immobiliers privés de Béjaïa menace, dans le cas où l'équilibre n'est pas rétabli, «de faire appel à toutes les entreprises de construction pour boycotter la sous-traitance de ce nouveau programme pour le compte de ces promoteurs publics».

A. Kersani

**M'CHEDALLAH**

## La RN15 fermée à nouveau par les commerçants

**Encore une fois et pour le cinquième mardi consécutif, des dizaines de commerçants de la commune de M'chedallah ont boycotté le marché hebdomadaire pour protester, toujours, contre la hausse du tarif de place.**

Hier, alors que les actions précédentes, organisées devant le siège de l'APC et de la daïra de M'chedallah, n'avaient rien apporté de concret, les dizaines de commerçants se sont dirigés vers la RN15 reliant la RN5 à Béjaïa pour la fermer à la circulation au niveau du pont Iwakuren, situé à la sortie, est du village Raffour.

Cette action décidée par les commerçants pour justement attirer, d'une manière urgente, les pouvoirs publics, a été très

pénalisante pour les automobilistes et autres opérateurs économiques qui s'approvisionnent depuis le port de Béjaïa, et qui étaient contraints, après un bouchon de plusieurs kilomètres, de faire le détour par la commune de Béni Mansour, du côté sud.

Aux environs de 9 h, le chef de daïra qui s'est déplacé sur les lieux a été rabroué par les protestataires, et ce fût le P/APC de M'chedallah qui réussit, aux environs de 11 h, à

dénouer la situation avec la réouverture de la route à la circulation.

En effet, et selon le P/APC, les commerçants ont accepté le principe d'une révision de certaines clauses contenues dans le contrat, liant l'APC à l'adjudicataire, et, notamment, certains articles dont celui ayant trait aux droits de place par mètre carré et qui sera revu à la baisse.

En outre, et toujours selon le P/APC, le principe d'une résiliation à l'amiable de l'adjudication a été accepté par l'adjudicataire, et cette résiliation sera adoptée, ce mercredi, lors d'une assemblée générale qui aura lieu au niveau de l'APC.

Y. Y.

**SOUK-AHRAS**

## Manque de liquidités à la poste

**Cette fois ce n'est pas le manque de timbres postaux qui pose problème mais celui des liquidités dans les postes.**

Après une stabilité qui aura duré à peine un mois, pratiquement la quasi-totalité des bureaux d'Algérie Poste se trouvent de nouveau confrontés à ce vrai casse-tête chinois. La poste principale du chef-lieu de la wilaya était bondée. Une chaîne interminable de fonctionnaires et autres retraités venus des quatre coins de la ville de Souk-Ahras pour retirer leur maigre salaire s'est formée.

Vers 9h, les guichets étaient submergés et il était difficile de se frayer un chemin à l'intérieur du hall de la poste. D'aucuns ne savaient à quel bureau s'adresser au risque de repartir bredouilles. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, perce-

voir une paie ressemble au supplice de Tantale. Plus l'attente se faisait longue, plus les citoyens perdaient espoir.

Pour en savoir plus sur cette situation pour le moins désagréable, nous nous sommes rapprochés de la directrice de la wilaya qui a donné cette explication : «On attend l'approvisionnement d'argent par le biais de la Banque centrale.» Un citoyen venu s'acquitter de ses redevances d'électricité auprès de la Sonelgaz n'a pu retirer de l'argent, il a dû remettre un chèque au préposé au guichet ce qui a déchaîné l'hilarité des citoyens.

L'employé de la Sonelgaz s'est trouvé devant la nécessité de lui établir une prolongation de délai de la facture !

Barour Yacine

**SKIKDA**

## Bouillonnement à la zone industrielle

Après le personnel affilié à la raffinerie de Skikda, c'est au tour des agents de sécurité de 2SP, entreprise sous-traitant pour le compte des différents complexes dans le domaine du gardiennage, de monter au créneau.

Ils étaient, le premier jour du sit-in, le 7 mars, 170 agents 2SP employés à la raffinerie, à observer un sit-in, brandissant le drapeau national et le portrait du président de la République, devant la direction de la société sous-traitante, au sein de la raffinerie. Le deuxième jour, coïncidant avec le 8 mars, les contestataires ont été rejoints par leurs confrères du GL1K et de l'ENIP.

Au total, ce sont donc plus de 450 travailleurs qui revendiquent leur réintégration au sein de Sonatrach. Dix autres points ont, dans un rapport dont nous détenons une copie, été soumis à débat. Citons-en quelques-uns : l'IEP (dans et hors secteur), le rappel de 20% à partir de Janvier 2010, le droit au volet social, alignement salaire de base, nomination de chefs de groupe, possibilité de contrats CDI, prime d'intéressement, délivrance des cartes d'accès (DRIK) de nos véhicules personnels.

Selon des travailleurs joints par téléphone, aucun interlocuteur habilité ne s'est déplacé sur les lieux pour les consulter et dialoguer.

On rapporte, en revanche, que l'adjoint du responsable de 2SP a tenu une rencontre, dont rien n'a filtré sur sa teneur, avec le directeur de la raffinerie de Skikda.

Il est à rappeler également que les employés de la SOMIK sont toujours en grève depuis le 23 mai. Ils maintiennent toujours leurs revendications au départ du staff dirigeant.

Dans une récente rencontre informelle avec le P-DG, les travailleurs lui ont demandé de rester en poste mais de licencier 4 de ses cadres les plus proches de lui. On apprend également qu'un groupe d'élus du PT ont promis qu'une médiation avec le ministre de l'Energie et des Mines sera effectuée par Louiza Hanoune. Affaire à suivre.

Zaïd Zoheïr

**NAÂMA**

## Où sont passées les aides à l'habitat à Moghrar ?

Six citoyens résidant à Kalaât Cheikh Bouamama (Moghrar) ne savent plus à quel saint se vouer. Postulant aux différents programmes de logement, ils ont été surpris de voir leurs dossiers rejetés, du fait qu'ils ont déjà bénéficié de l'aide à l'habitat social évolutif.

La direction régionale d'Oran de la Caisse nationale du logement (CNL) a bel et bien signifié aux intéressés qu'ils figurent sur le listing des bénéficiaires de l'aide financière à l'habitat évolutif à Moghrar (copie en notre possession, portant nom et prénoms, date de naissance, affiliation, profession...), mais ils attestent qu'aucun parmi eux n'a perçu cette aide et demandent, par conséquent, l'ouverture d'une enquête pour élucider cette affaire.

B. Henine

**BOUIRA**

## Les agents d'Algérie Télécom en colère

Les membres du conseil syndical d'Algérie Télécom de la wilaya de Bouira, affilié à l'UGTA, ont adressé une requête au ministre des Postes et Technologies de l'information et de la communication dans laquelle ils exposent nombre de revendications.

Cela s'est fait après la tenue d'une session extraordinaire, le 7 mars, au siège de la direction opérationnelle des télécom de Bouira, avec, à la clé, l'adoption d'une plate-forme de revendications avec des propositions et interrogations émanant des 493 employés de la DOT de Bouira.

La révision des salaires et la revalorisation des primes, comme la PRI et la PRC, figurent en tête de liste, vu qu'elles ont été jusqu'alors calculées sur des bases en décalage par rapport à la réalité sociale.

L'application des résolutions contenues dans la convention collective concernant les échelons d'avancement horizontal, avancement au mérite ou à propos des promotions, l'annulation des critères de recrutement adoptés par la DRH, et jugés excessifs, ainsi que l'arrêt des recrutements abusifs, figurent également dans la plate-forme.

Enfin, et concernant le reste des points relevés, le conseil syndical dénonce l'absence d'avantages professionnels pour le personnel d'Algérie Télécom aussi bien en termes de réductions pour l'accès à Internet que pour l'effacement des dettes téléphoniques pour les agents retraités.

Par ailleurs, la spécificité de la wilaya de Bouira en fait une région marginalisée par les hauts responsables, d'où un laisser-aller qui transparaît à travers tous les services dont les problèmes socioprofessionnels ne sont pas pris en compte, laissant ainsi les nombreux agents des télécom aux prises avec de multiples insuffisances et défaillances dans la gestion hiérarchique. Une situation qui dégénère de jour en jour et qui menace de geler encore une fois un organe actif de la société.

Katya Kaci